

Allemagne : il n'y a pas de miracle mais une guerre de classe

Dimanche dernier, Angela Merkel a emporté les élections législatives haut la main. Alors que la crise a renversé les majorités dans toute l'Europe, la réélection de Merkel pour un troisième mandat fait figure d'exception.

Une exception qu'on nous explique par le prétendu miracle économique allemand. L'Allemagne aurait traversé la crise « sans encombre », disent les uns, quand d'autres prétendent que le pays en est sorti plus fort qu'il n'y est entré. Du point de vue de la bourgeoisie, il n'y a pas de doute. Elle a profité de la crise. Elle a restructuré, rentabilisé et gagné en compétitivité. Et elle l'a fait de la seule façon possible : contre les travailleurs.

Le chômage partiel et les baisses de salaire ont été systématisés. Quand les commandes baissaient de 20 %, les salaires baissaient de 20 %. Les primes, les horaires, les effectifs ont été adaptés aux besoins patronaux. Les salariés ont servi d'amortisseur. Comment les ouvriers faisaient-ils pour vivre avec un salaire amputé ? Ceux qui ont vanté la « réussite allemande » ne s'y sont pas intéressés.

Le grand patronat ne s'est pas gêné pour fermer des usines et licencier. Rien que dans une ville de la Ruhr, à Bochum, Nokia et Opel ont fermé leur usine, mettant pas loin de 7 000 travailleurs sur le carreau, sans compter les milliers de sous-traitants. La seule faillite de la chaîne de magasins Schleckers a fait 25 000 licenciements.

Quant à affirmer que l'Allemagne a « éradiqué le chômage de masse », c'est un mensonge révoltant. Il y a toujours 3 millions de chômeurs. Et, surtout, ce chiffre cache 8 millions de travailleurs pauvres.

Certains d'entre eux doivent se contenter de quelques heures de travail par semaine pour un maximum de 450 € par mois, quand d'autres sont contraints de faire des travaux d'intérêt général payés 1 € de l'heure. Ils ne sont pas comptabilisés comme chômeurs mais ils cherchent bel et bien un emploi et un salaire dignes de ce nom !

Il n'y a pas de miracle. Des milliers d'ouvriers licenciés ont, par exemple, été réembauchés en intérim dans la même entreprise, au même poste et avec les mêmes horaires, mais avec 500, 600, voire 900 euros en moins sur la feuille de paye. Alors, oui, cela laisse une bonne marge pour le patron.

Sans doute vaut-il mieux être pauvre et chômeur en Allemagne qu'en Pologne, en Roumanie ou en Grèce ! C'est peut-être ce que se sont dits certains des électeurs de Merkel. Et puis, quelles raisons les travailleurs allemands avaient-ils de préférer le parti social-démocrate, le SPD, à la CDU, le parti de Merkel ?

Quand ils sont au pouvoir, rien ne différencie la politique du SPD et celle de la CDU. Les deux partis ont d'ailleurs gouverné ensemble de 2005 à 2009 et ils sont prêts à le faire de nouveau.

Sans compter que beaucoup, parmi les ouvriers et les plus pauvres, ne pardonnent pas la politique qu'a menée le SPD quand Schröder était chancelier dans les années 2000. Avec les lois Hartz, il a attaqué avec une brutalité inouïe les droits des salariés : baisse des allocations chômage, baisse des droits à la retraite, généralisation des petits boulots, flexibilité des salaires...

En Allemagne, c'est la gauche, le SPD, qui a fait le sale boulot contre les travailleurs au point que Merkel n'a plus eu grand-chose à faire, si ce n'est féliciter le courage de Schröder !

Oui, ce qui se passe en Allemagne doit nous servir de leçon. L'Allemagne bat des records d'inégalités. De plus en plus de travailleurs en sont à cumuler deux, trois, petits boulots pour vivre. Des retraités doivent se remettre à travailler à 65, 67 ans. L'espérance de vie régresse dans certaines régions. Voilà ce que les défenseurs du capitalisme appellent une « réussite ». Voilà ce qu'est pour eux un pays prospère et compétitif !

Tous les politiciens, de gauche comme de droite, qui donnent la priorité à la compétitivité, à la rentabilité des capitaux en nous expliquant que cela ira mieux pour tout le monde, sont des menteurs. L'Allemagne nous en donne la preuve. Le marché, la concurrence, les lois du capitalisme conduisent à sacrifier les travailleurs sur l'autel de la compétitivité, même dans les pays qui s'en sortent le mieux.

Les intérêts patronaux et les intérêts des travailleurs sont incompatibles. Les travailleurs ne pourront se défendre efficacement qu'en étant convaincus. C'est leur compétitivité, ou nos emplois. C'est leurs profits, ou nos salaires. C'est leurs privilèges, ou nos retraites. C'est eux ou c'est nous !

Contrat antisocial

PSA déclare vouloir négocier un « *nouveau contrat social* ». Ce contrat n'est ni nouveau, ni social, ni même un contrat puisqu'il pointe un revolver sur la tempe des salariés en expliquant que c'est ça où mettre en péril l'avenir du groupe.

Toujours le chantage. On ne marche plus.

Augmenter les salaires pas les actionnaires

Pour désarmer la volonté de faire grève la direction dit que les négociations sont en cours. Mais c'est bidon car PSA ne veut rien donner.

Ce que veut la direction du groupe, c'est, d'une manière ou d'une autre, économiser 100 millions par an sur la masse salariale, c'est à dire 1 000 € par salarié chaque année. Inacceptable, quel que soit l'enrobage, pour tous les travailleurs.

Pas question que nos payes diminuent car on n'arrive déjà pas à joindre les deux bouts.

Une promesse d'arracheur de dents

Le 25 septembre la direction doit présenter des « contreparties » sous la forme d'engagement de production dans les différents sites.

Les mêmes ont nié pendant deux ans qu'Aulnay allait fermer, les mêmes nous expliquent qu'ils veulent un nouveau contrat social alors qu'ils veulent tailler à la hache dans les salaires après avoir massacrer l'emploi. Et ils espèrent qu'on va les croire ?

Tous ensemble, tous ensemble

1 300 grévistes le 10 septembre, 2 500 le 18 septembre, la mobilisation contre le plan antisocial s'amplifie. Ici ou là, plusieurs syndicats se sont joints aux mobilisations initiées par la CGT.

À Mulhouse CGT, CFDT, UNSA et CFTC ont mobilisé le 11 septembre, entraînant le plus gros débrayage depuis 1989 avec 900 travailleurs. À Trémery, nous étions 200 le 16 septembre à l'appel de la CGT et le 25, CGT, CFDT et Sud appellent à débrayer. A Vesoul, c'est FO qui s'est joint au mouvement et il y a eu 600 grévistes le 18 septembre.

Que le mécontentement s'amplifie et se propage dans toutes les usines du groupe, c'est vraiment ce que peut craindre le plus la direction de PSA. Et il n'y a que comme cela que nous ferons reculer Varin.

Non à la baisse de revenus !

L'indemnisation des journées chômées est passée de 90% à 84% du net, dans le cadre de l'Activité partielle (ex-APLD).

Pour un salaire de 1 500 € nets, cela fait une perte de 12 € par jours, soit 60 € par semaine. C'est

une conséquence de la nouvelle loi que le Medef a dictée au gouvernement qui n'en a pas changé une ligne, l'ANI (Accord National Interprofessionnel), qui profite largement à PSA.

Aucune raison d'accepter le pire

Au salon de Francfort, Varin s'est montré confiant dans l'avenir en déclarant à propos de l'industrie automobile « *le pire est derrière nous* ».

Au même moment, il veut imposer un plan de compétitivité à l'échelon du groupe qui nous prépare le pire pour les conditions travail, l'emploi et les salaires.

Les copains vont à la mer

Selon le journal *Challenges*, Varin et le ministre du travail Sapin étaient ensemble en vacances à l'île d'Yeu. Ils en ont profité pour parler de la formation professionnelle. Le PDG voudrait « *la faire exploser* » et le ministre faire des économies sur nos droits.

C'est vraiment le même monde !

Un système fou

Les sites PSA Sochaux et Mulhouse vont connaître six jours de chômage technique en octobre. Mais à Mulhouse, des heures supplémentaires sont programmées en même temps pour la 2008.

Mieux vaudrait répartir le temps de travail entre tous et travailler plus lentement.

Dis moi qui tu défends...

À propos de l'alliance envisagée entre PSA et la firme chinoise Dongfeng, Marine Le Pen explique dans le journal patronal *Les Échos* : « *L'État doit pouvoir voler au secours des groupes qui vont mal... mais l'Union européenne l'interdit* ». Voilà encore une politicienne qui voudrait que le gouvernement donne de l'argent public à PSA !

Et puis un groupe qui « *va mal* » mais qui a 11,8 milliards de « *sécurité financière* » et qui appartient en majorité à une famille classée dans les 50 plus riches de France... à d'autres !

Sochaux : une com ratée

Le directeur de Sochaux avait fait les choses en grand pour le lancement de la 308. Location de la plus grande salle, arrêt des chaînes pendant deux heures, transport par autocar des 4 000 ouvriers de chaque équipe pour aller l'écouter. Pas de chances : il s'est fait siffler et huer par la salle et est sorti la tête basse.

On n'est quand même pas obligés de dire merci à ceux qui nous font les poches.